



**Arrêté du 26 OCT. 2022**

**réglementant les activités exercées de la société TOTALENERGIES LUBRIFIANTS sur la commune de Rouen (76000)**

**Le préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime,  
Officier de la Légion d'honneur,  
Commandeur de l'Ordre National du Mérite**

- Vu le Code de l'environnement ;
- Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu le décret du Président de la République en date du 1<sup>er</sup> avril 2019 nommant M. Pierre-André DURAND préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret n° 2021-1558 du 2 décembre 2021 modifiant la nomenclature des installations classées et certaines dispositions du Code de l'environnement ;
- Vu l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 ;
- Vu l'arrêté ministériel du 26 mai 2014, relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du Code de l'environnement ;
- Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations soumises à autorisation ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 22-056 du 9 septembre 2022 portant délégation de signature à Mme Béatrice STEFFAN, secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 4 février 2021 imposant des prescriptions complémentaires à la société TOTAL LUBRIFIANTS sur son site situé à ROUEN ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 10 août 2017 imposant des prescriptions complémentaires à la société TOTAL LUBRIFIANTS sur son site situé à ROUEN ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 6 août 2012 autorisant au titre de l'enregistrement la société TOTAL LUBRIFIANTS sur son site situé à ROUEN ;
- Vu l'étude de dangers du site dans sa version transmise par l'exploitant du 13 décembre 2021 complétée le 28 février 2022 et le 30 juin 2022 ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées suite à la visite du 13 décembre 2021 ;
- Vu le courrier de l'exploitant de réponse au rapport précité référencé USM/FM/20220228/01 du 28 février 2022 ;

- Vu le courrier de l'exploitant de demande d'antériorité au regard de la rubrique n° 1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement référencé USM/FM/20211229/01 du 29/12/21 ;
- Vu le courrier de l'exploitant de demande de notification de changement de dénomination sociale d'exploitant du 17 juin 2021 ;
- Vu le courrier de l'exploitant relatif à une demande d'aménagement de l'arrêté préfectoral précité du 4 février 2021 référencé USM/BD/20220610/01 du 10 juin 2022 ;
- Vu le rapport et les propositions en date du 21 septembre 2022 de l'inspection des installations classées ;
- Vu le projet d'arrêté préfectoral porté le 28 septembre 2022 à la connaissance du demandeur ;
- Vu les observations présentées par le demandeur sur ces projets par courriers électroniques en date des 6 et 20 octobre 2022 ;

**Considérant :**

que les activités exploitées par la société TOTALENERGIES LUBRIFIANTS sur son site de ROUEN sont autorisées par l'arrêté préfectoral du 6 août 2012 susvisé ;

que le décret n° 2018-458 du 6 juin 2018 a modifié la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

que le tableau de classement sous les rubriques de la nomenclature des installations classées de l'arrêté préfectoral d'autorisation doit être mis à jour en conséquence ;

que la société TOTALENERGIES LUBRIFIANTS a transmis à l'inspection des installations classées son étude de danger le 28 septembre 2019 et l'a complétée le 31 décembre 2019, le 23 décembre 2020, le 13 décembre 2021, le 28 février 2022 puis le 30 juin 2022, suite aux demandes de compléments de l'inspection des installations classées ;

que cette dernière met en avant la nécessité de mettre en œuvre des mesures complémentaires de maîtrises et de réduction des risques afin de rendre la situation du site acceptable au sens de la circulaire du 10 mai 2010 et de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 ;

que ces nouvelles mesures de maîtrise et de réduction des risques doivent être imposées au sein de l'arrêté préfectoral d'autorisation du site ;

que ces modifications constituent une modification notable mais non substantielle au sens de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement ;

que ces nouvelles dispositions ne portent pas atteinte à la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement, puisqu'elles sont de nature à améliorer la prévention et la gestion des risques sur le site exploité par la société TOTALENERGIES LUBRIFIANTS ;

qu'il y a lieu de mettre à jour les dispositions relatives aux conditions d'exploitation du site dans les formes prévues par l'article R. 181-45 du Code de l'environnement ;

que pour simplifier le suivi administratif du site et permettre une meilleure lisibilité des dispositifs qui lui sont applicables, il apparaît opportun de consolider l'ensemble des prescriptions réglementant les activités du site ;

que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

*Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture*

**ARRÊTE**

# Sommaire

<b>1. PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES.....</b>	<b>7</b>
1.1 Bénéficiaire et portée de l'autorisation.....	7
1.1.1 Exploitant titulaire de l'autorisation.....	7
1.1.2 Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs.....	7
1.1.3 Installations non visées par la nomenclature.....	7
1.2 Nature des installations.....	7
1.3 Conformité aux différents éléments communiqués par l'exploitant.....	8
1.4 Durée de l'autorisation et cessation d'activité.....	8
1.4.1 Cessation d'activité et remise en état.....	8
1.4.2 Équipements abandonnés.....	8
1.5 Implantation.....	9
1.6 Consistance des installations présentes sur le site.....	9
1.7 Documents tenus à la disposition de l'inspection.....	9
1.8 Objectifs généraux.....	10
1.9 Consignes.....	10
<b>2. PROTECTION DE LA QUALITÉ DE L'AIR.....</b>	<b>12</b>
2.1 Conception des installations.....	12
2.1.1 Conduits et installations raccordées.....	12
2.1.2 Conditions générales de rejet.....	12
2.2 Limitation des rejets.....	12
2.2.1 Dispositions générales.....	12
2.2.2 Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques.....	12
2.2.3 Composés Organiques Volatils.....	13
2.3 surveillance des rejets dans l'atmosphère.....	13
2.3.1 Surveillance des émissions atmosphériques canalisées.....	13
<b>3. PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES.....</b>	<b>14</b>
3.1 Prélèvements et consommations d'eau.....	14
3.1.1 Origine des approvisionnements en eau.....	14
Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans le réseau d'adduction d'eau publique.....	14
3.1.2 Relevé des prélèvements d'eau.....	14
3.2 Conception et gestion des réseaux, et points de rejet.....	14
3.2.1 Dispositions générales.....	14
3.2.2 Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet.....	15
3.2.3 Points de rejets vers les milieux extérieurs.....	15
3.3 Limitation des rejets.....	17
3.3.1 Caractéristiques des rejets externes.....	17
3.3.2 Valeurs limites d'émission des eaux domestiques.....	18
3.4 Surveillance des rejets.....	18
3.4.1 Contrôle des rejets.....	18
<b>4. PROTECTION DU CADRE DE VIE.....</b>	<b>20</b>
4.1 Limitation des niveaux de bruit.....	20
4.1.1 Niveaux limites de bruit en limites d'Exploitation.....	20
4.2 Mesures périodiques des niveaux sonores.....	20
4.3 Dispositions spécifiques.....	20
4.3.1 Valeurs Limites d'urgence.....	20
4.3.2 Vibrations.....	20
<b>5. PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES.....</b>	<b>21</b>
5.1 Infrastructures et installations.....	21
5.1.1 Accès et circulation dans l'établissement.....	21
5.1.1.1 Gardiennage et contrôle des accès.....	21
5.1.1.2 Caractéristiques minimales des voies.....	21
5.1.2 Installations électriques – mise à la terre.....	21
5.1.2.1 Zones susceptibles d'être à l'origine d'une explosion.....	21
5.1.3 Protection contre la foudre.....	22
5.1.4 CHAUFFERIE.....	22
5.2 Gestion des opérations portant sur des substances pouvant présenter des dangers.....	22
5.2.1 Consignes d'exploitation destinées à prévenir les accidents.....	22

5.2.2 Interdiction de feux.....	23
5.2.3 Formation du personnel.....	23
5.2.4 Travaux d'entretien et de maintenance.....	23
5.2.4.1 Autorisation de travail ou permis de feu.....	23
<b>5.3 Dispositifs et mesures de prévention des accidents.....</b>	<b>23</b>
5.3.1 Localisation des risques.....	23
5.3.2 Dispositions générales.....	23
5.3.3 Utilités.....	23
5.3.4 Vérification périodique et maintenance des équipements.....	24
<b>6. PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS.....</b>	<b>25</b>
6.1 Production de déchets tri, recyclage et valorisation.....	25
<b>7. DISPOSITIONS FINALES.....</b>	<b>26</b>
7.1 Caducité.....	26
7.2 Délais et voies de recours.....	26
7.3 Publicité.....	26
7.4 Exécution.....	27
<b>8. ANNEXES NON PUBLIABLES.....</b>	<b>28</b>
8.1 Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées.....	28
8.2 Prévention des risques technologiques.....	30
8.2.1 CONDITIONS D'EXPLOITATION.....	30
8.2.1.1 Définition.....	30
8.2.1.2 Conditions de stockage.....	30
8.2.1.3 Conditions d'exploitation.....	31
8.2.1.4 État des matières stockées.....	31
8.2.1.5 Recharge des batteries dans des locaux abritant des liquides inflammables.....	32
8.2.1.6 Autres actions de réduction de risque.....	32
8.2.2 PRÉVENTION DU RISQUE INCENDIE.....	32
8.2.2.1 Moyens généraux.....	32
8.2.2.2 Capacité de pompage en Seine pour les moyens des secours extérieurs.....	32
8.2.2.3 Plans de défense incendie.....	33
8.2.2.4 Détection incendie.....	33
8.2.2.5 Dispositif d'extinctions et moyens en eau.....	33
8.2.2.6 Extinction automatique.....	33
8.2.2.7 dispositif anti-propagation et poste incendie.....	34
8.2.2.8 Colonne sèche supplémentaire.....	34
8.2.2.9 Émulseurs.....	34
8.2.2.10 Rétentions des zones de stockage.....	34
8.3 Prévention des pollutions accidentelles.....	35
8.3.1 ORGANISATION DE L'ÉTABLISSEMENT.....	35
8.3.2 Étiquetage des substances et préparations dangereuses.....	35
8.3.3 Élimination des substances ou mélanges dangereux récupérés en cas d'accident.....	35
8.3.4 Consignes en cas d'arrêt d'installation.....	35
8.3.5 Consignes en cas de pollution.....	35
8.3.6 Ateliers.....	36
8.3.7 Rétentions et confinement.....	36
8.3.7.1 Appontement.....	37
8.3.8 Réservoirs.....	37
8.3.9 Règles de gestion des stockages en rétention.....	38
8.3.10 Stockage sur les lieux d'emploi.....	38
8.3.11 Transports - chargements - déchargements.....	38
8.3.12 Tuyauteries.....	38
8.3.13 Capacité de confinement.....	39
8.3.14 Barrage.....	39
8.4 PLANS d'intervention.....	39
8.4.1 Système d'alerte interne.....	40
8.4.2 Plan d'opération interne.....	40
8.5 MESURES DE RÉDUCTION DU RISQUE ET DE MAÎTRISE DES RISQUES.....	41
8.5.1 Liste de mesures de maîtrise des risques.....	41
8.5.2 Gestion des anomalies et défaillances de mesures de maîtrise des risques.....	42
8.5.3 Mesures de réduction du risque.....	42
8.5.4 Mesures de Maîtrise des risques.....	43
8.5.4.1 MMR N°1 : Détection et extinction des stockages et d'un poste de chargement.....	43
8.5.4.2 MMR N°2 : Détection de niveau très haut sur un bac tampon et arrêt du transfert par arrêt de la pompe OU arrêt de stockage de produits classés sous les rubriques 4510 ou 4511 dans les bacs tampons.....	43



8.5.4.3 MMR N°3 : Détection et extinction automatique des bâtiments.....	43
8.5.4.4 MMR N°4 : Mesures de niveau bas - chaudières.....	43
8.5.4.5 MMR N°5 : Mesures de pression - chaudières.....	43
8.5.4.6 MMR N°6 : Mesures de pression – réseau gaz.....	43
8.5.4.7 MMR N°7 : Soupapes chaudières.....	44
8.5.4.8 MMR N°8 : Capteurs de pression sur le réservoir de GPL.....	44
8.5.4.9 MMR N°9 : Capteurs de niveau sur le réservoir GPL.....	44
8.5.4.10 MMR N°11 : Procédure de dépotage GPL.....	44
8.6 ÉCHÉANCIER.....	45
<b>ANNEXE 1 – PLAN D'ÉTABLISSEMENT.....</b>	<b>49</b>
<b>ANNEXE 2 - PLAN DES ZONES A ÉMERGENCE RÉGLEMENTÉE.....</b>	<b>50</b>
<b>ANNEXE 3 - LISTE DES SUBSTANCES.....</b>	<b>51</b>

# 1. PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

## 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

### 1.1.1 Exploitant titulaire de l'autorisation

La société TOTALENERGIES LUBRIFIANTS, SIREN 552 006 454, dont le siège social est situé au 562, avenue du Parc de l'Île à Nanterre (92 029), est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté à exploiter sur le territoire de Rouen, au 3, rue Le Turquie de Longchamp, les installations détaillées dans les articles suivants.

Les installations autorisées sont situées sur les parcelles suivantes :

Communes	Parcelles
Rouen	LK 13, 15, 16, 17, 22, 23, 70, 71, 72, 73
Le Petit-Quevilly	AB 4, 25, 142, 145, 297, 298

La surface occupée par les installations, voies, aires de circulation, et plus généralement, la surface concernée par les travaux de réhabilitation à la fin d'exploitation reste inférieure à 122 747 m<sup>2</sup>.

La présente autorisation tient lieu d'absence d'opposition à déclaration d'installations, ouvrages, travaux et activités mentionnés au II de l'article L. 214-3 ou arrêté de prescriptions applicable aux installations, ouvrages, travaux et activités objet de la déclaration.

### 1.1.2 Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs

Les prescriptions des arrêtés suivants sont annulées et remplacées par les dispositions du présent arrêté :

Références des arrêtés préfectoraux antérieurs	Références des articles dont les prescriptions sont annulées et remplacées par les dispositions du présent arrêté :
Arrêté Préfectoral du 06/08/2012	Tous
Arrêté Préfectoral du 10/08/2017	Tous
Arrêté Préfectoral du 04/02/2021	Tous

### 1.1.3 Installations non visées par la nomenclature

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à enregistrement sont applicables aux installations classées soumises à enregistrement incluses dans l'établissement dès lors que ces prescriptions ne sont pas contraires à celles fixées dans le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces prescriptions ne sont pas contraires à celles fixées dans le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

## 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS

Les installations exploitées relèvent des rubriques suivantes :

Rubrique	Alinéa	A ,E, DC, D, NC (1)	Libellé de la rubrique (activité)
4001		A Seuil Bas	Installations présentant un grand nombre de substances ou mélanges dangereux et vérifiant la règle de cumul seuil bas ou la règle de cumul seuil haut mentionnées au II de l'article R. 511-11

Rubrique	Alinéa	A, E, DC, D, NC (1)	Libellé de la rubrique (activité)
1510		E	Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques
1414	3	DC	Installations de remplissage de réservoirs alimentant des moteurs ou autres appareils d'utilisation comportant des organes de sécurité (jauges et soupapes)
1436		DC	Liquides de point éclair compris entre 60° C et 93° C (1), à l'exception des boissons alcoolisées (stockage ou emploi de)
2910		DC	Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes  A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes de travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1
4510		DC	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1
4511		DC	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2
2925		NC	Accumulateurs électriques (ateliers de charge d')
4330		NC	Liquides inflammables de catégorie 1, liquides inflammables maintenus à une température supérieure à leur point d'ébullition, autres liquides de point éclair inférieur ou égal à 60 °C maintenus à une température supérieure à leur température d'ébullition ou dans des conditions particulières de traitement, telles qu'une pression ou une température élevée
4331		NC	Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330
4718	2	NC	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène)
4734		NC	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution: essences et naptas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement

### **1.3 CONFORMITÉ AUX DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS COMMUNIQUÉS PAR L'EXPLOITANT**

Les aménagements, installations, barrières de sécurité, ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés, exploités et entretenus conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. L'exploitant met notamment en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans les différents dossiers déposés par l'exploitant.

### **1.4 DURÉE DE L'AUTORISATION ET CESSATION D'ACTIVITÉ**

#### **1.4.1 Cessation d'activité et remise en état**

L'usage futur du site en cas de cessation à prendre en compte est un usage industriel.

#### **1.4.2 Équipements abandonnés**

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdisent leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

## **1.5 IMPLANTATION**

La surface occupée par les installations, voies, aires de circulation et, plus généralement, la surface concernée par les travaux de réhabilitation à la fin d'exploitation reste inférieure à 122 747 m<sup>2</sup>.

L'autorisation de l'entrepôt réception / expédition d'un volume de 43 700 m<sup>3</sup> contenant des substances combustibles de type cartons / matières plastiques visées à l'article 1.2 au titre de la rubrique 1510 est assujettie au respect de distances d'éloignement inférieures à 10 mètres. Dans le cas où cette distance n'est pas respectée doivent être mis en place :

1. un mur coupe feu vis-à-vis des limites de propriété dépassant, le cas échéant, d'au moins un mètre en toiture et de 0,5 mètre latéralement et dont les portes sont coupe-feu de degré 1 heure munies d'un ferme porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique,
2. un rideau d'eau,
3. un système d'extinction automatique de type sprinklage.

Les éléments de démonstration du respect des normes en vigueur concernant ces trois équipements doivent être tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

## **1.6 CONSISTANCE DES INSTALLATIONS PRÉSENTES SUR LE SITE**

L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes est organisé de la façon suivante :

- 11 parcs de stockage extérieurs contenant des réservoirs (ou bacs) aériens de capacités comprises entre 30 m<sup>3</sup> et 2 000 m<sup>3</sup> ;
- 2 parcs de stockage couverts contenant des réservoirs aériens de capacités comprises entre 20 m<sup>3</sup> et 50 m<sup>3</sup> ;
- 5 zones de stockage en masse extérieures sous forme conditionnée ;
- 1 appontement au niveau de la presqu'île Elie, muni de 2 bras de déchargement ;
- 8 postes de déchargement de camion-citerne matières premières vrac ;
- 5 postes de chargement de camion-citerne en produits finis vrac ;
- des ateliers de fabrication : ateliers de dopage, atelier 5 et atelier 19 ;
- 2 entrepôts couverts pour les additifs conditionnés ;
- 1 atelier de conditionnement, 1 entrepôt couvert pour les produits finis conditionnés entièrement automatisé : Stockage automatique
- 4 entrepôts couverts pour les emballages et accessoires :
  - Stockage nord : étiquettes
  - Réception/Expéditions : Bidons vides, cartons et bouchons ; le bâtiment inclut également 3 quais de chargement et convoyeurs associés pour l'expédition des produits finis conditionnés
  - Stockage sud : tonnelets métalliques
  - Bâtiment fûts vides : Fûts et IBC vides.
- 1 laboratoire
- 1 chaufferie, composée de trois chaudières ;
- 2 unités de compression d'air ;
- 1 cuve de GPL enterrée et son poste de distribution pour alimenter les chariots élévateurs ;
- 1 installation de traitement des eaux résiduaires (TER) recueillant les eaux potentiellement polluées et séparant (traitement physique) les hydrocarbures de l'eau avant son rejet vers la Seine ;
- 1 poste incendie alimentant le réseau sprinkler des bâtiments sud et la réserve d'eau incendie.

## **1.7 DOCUMENTS TENUS A LA DISPOSITION DE L'INSPECTION**

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial et la dernière version à jour de l'étude de dangers,
- les plans tenus à jour,



- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

## **1.8 OBJECTIFS GÉNÉRAUX**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- utiliser de façon efficace, économe et durable la ressource en eau, notamment par le développement de la réutilisation des eaux usées traitées et de l'utilisation des eaux de pluie en remplacement de l'eau potable ;
- limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes définies ci-après ;
- gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, et réduire les quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique ;
- prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation.

Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

En cas d'incident ou d'accident pouvant porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, l'exploitant transmet le rapport prévu à l'article R. 512-69 du code de l'environnement sous un délai n'excédant pas 15 jours, sauf consignes contraire de monsieur le préfet de la Seine-Maritime ou de l'inspection des installations classées.

## **1.9 CONSIGNES**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

L'exploitant établit et s'assure de l'application de consignes d'exploitation, opérationnelles, pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

Ces consignes d'exploitations précisent :

- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté,
- les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation,

- l'obligation du « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » pour les parties concernées de l'installation,
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles.

L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés doivent être notés sur un ou des registres spécifiques tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Par ailleurs, l'exploitant établit et s'assure de l'application de consignes de sécurité, qui indiquent :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion,
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre à l'exclusion des essais incendie,
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses,
- les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues au chapitre 3,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.,
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

## 2. PROTECTION DE LA QUALITÉ DE L'AIR

Sauf mention particulière, les concentrations, flux et volumes de gaz ci-après quantifiés sont rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs), éventuellement à une teneur en O<sub>2</sub> ou CO<sub>2</sub> précisée ci-dessous.

### 2.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS

#### 2.1.1 Conduits et installations raccordées

N° de conduit	Installations raccordées	Puissance ou capacité cumulée	Combustible
Conduit N° 1	3 générateurs à tubes de fumée non raccordés	19 MWth maximal en instantané	Gaz naturel

#### 2.1.2 Conditions générales de rejet

	Hauteur en m	Diamètre en m	Débit nominal en Nm <sup>3</sup> /h	Vitesse mini d'éjection en m/s
Conduit N° 1	50	2,3	7200	5 m/s si le débit est inférieur à 5 000 Nm <sup>3</sup> /h 8 m/s si le débit est supérieur ou égal à 5 000 Nm <sup>3</sup> /h

### 2.2 LIMITATION DES REJETS

#### 2.2.1 Dispositions générales

Les installations de traitement et de surveillance des émissions sont opérationnelles et correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de l'efficacité de leur fonctionnement sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet atmosphériques, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les activités ou fabrications concernées.

Dans le cas des essais incendie, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

Les incidents ayant entraîné la mise en œuvre d'actions d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans un registre.

#### 2.2.2 Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- à une teneur en O<sub>2</sub> de 3 %.

Concentrations instantanées en mg/Nm <sup>3</sup>	Conduit n° 1
NO <sub>x</sub> en équivalent NO <sub>2</sub>	150

### 2.2.3 Composés Organiques Volatils

L'exploitant établit et tient à jour un Plan de Gestion des Solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation.

Les définitions retenues des termes solvants organiques, composés organiques volatils (COV) et consommation de solvants organiques sont celles déclinées à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié.

## 2.3 SURVEILLANCE DES REJETS DANS L'ATMOSPHÈRE

### 2.3.1 Surveillance des émissions atmosphériques canalisées

L'exploitant assure une surveillance du rejet n°1 dans les conditions suivantes :

Paramètre	Fréquence	Enregistrement (oui ou non)	Méthodes de mesure
Débit	Une fois tous les 3 ans	oui	-
NO <sub>x</sub>	Une fois tous les 3 ans	oui	-
CO	Une fois tous les 3 ans	oui	-

Les mesures sont effectuées sur une durée minimale d'une demi-heure, dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation.



### 3. PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

#### 3.1 PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

##### 3.1.1 Origine des approvisionnements en eau

Les prélèvements d'eau dans le milieu, non liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la commune du réseau	Prélèvement maximal
		Annuel (m <sup>3</sup> /an)
Réseau d'eau	Métropole Rouen Normandie – Rouen et Petit-Quevilly	28 000

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans le réseau d'adduction d'eau publique.

##### 3.1.2 Relevé des prélèvements d'eau

Les installations de prélèvement d'eau depuis le réseau publique sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur.

Ce dispositif est relevé mensuellement. Les résultats sont portés dans un registre.

#### 3.2 CONCEPTION ET GESTION DES RÉSEAUX, ET POINTS DE REJET

##### 3.2.1 Dispositions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau et favoriser le recyclage.

L'exploitant met en œuvre un système d'isolement opérationnel des réseaux ES et EPC par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont entretenus et maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes tuyauteries, canalisations et conduites sont accessibles, entretenues et repérées conformément aux règles en vigueur.

Les points de prélèvement sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...),
- les secteurs collectés et les réseaux associés,
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs,...),
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans les nappes d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les activités ou fabrications concernées.

La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.

Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.

Les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté. Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.

Les fiches de suivi du nettoyage des équipements, l'attestation de conformité à une éventuelle norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.

### 3.2.2 Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- les eaux pluviales susceptibles d'être polluées par ruissellement depuis les parcs de stockage et la zone nord de l'établissement (ES) ;
- le retour condensats des eaux de chaudière (EC) ;
- les eaux pluviales non susceptibles d'être polluées par ruissellement depuis les toitures (EPT) ;
- les eaux pluviales non susceptibles d'être polluées par ruissellement depuis la cour Sud de l'établissement (EPC) ;
- les eaux domestiques depuis les sanitaires de l'établissement (ED) ;
- les eaux issues du bac à graisse du restaurant de l'établissement (ER).

### 3.2.3 Points de rejets vers les milieux extérieurs

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet externes qui présentent les caractéristiques suivantes :

Réf.	Coordonnées (Lambert 93)	Nature des effluents	Exutoire du rejet	Nature du traitement réalisé sur le rejet	Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective	Conditions de raccordement
Pt N° 1	7134930,97 3004275,87	EPC	Réseau public de collecte	Décanteur	La Seine	Convention de déversement
Pt N° 2	7134993,59 3004331,83	EPC	Réseau public de collecte	Décanteur	La Seine	Convention de déversement
Pt N° 3	7135127,62 3004540,48	EPT	Réseau public de collecte	/	La Seine	Convention de déversement
Pt N° 4	7135120,13 3004760,89	ES, EC	Réseau public de collecte	Débourbeur - déshuileur	La Seine	Convention de déversement
Pt N° 5	7135042,13 3004935,86	EPT	Réseau public de collecte	/	La Seine	Convention de déversement
Pt N° 6	7134708,18 3004751,42	EPC, EPT	Réseau public de collecte	/	La Seine	Convention de déversement
Pt N° 7	7134819,45 3004813,86	ED magasin général	Réseau public d'assainis sment	/	Station d'épuration collective Emeraude au Grand Quevilly	Convention de déversement
Pt N° 8	7134811,16 3004583,99	ED stockage additifs	Réseau public d'assainis sment	/	Station d'épuration collective Emeraude au Grand Quevilly	Convention de déversement
Pt N° 9	7134827,51 3004517,37	ED laboratoire	Réseau public d'assainis sment	/	Station d'épuration collective Emeraude au Grand Quevilly	Convention de déversement
Pt N° 10	7134829,32 3004468,58	ED bureaux administratifs	Réseau public d'assainis sment	/	Station d'épuration collective Emeraude au Grand Quevilly	Convention de déversement
Pt N° 11	7134967,80 3004354,10	ED restaurant	Réseau public d'assainis sment	/	Station d'épuration collective Emeraude au Grand Quevilly	Convention de déversement
Pt N° 12	7134965,18 3004350,61	ER	Réseau public d'assainis sment	/	Station d'épuration collective Emeraude au Grand Quevilly	Convention de déversement
Pt N° 13	7134547,76 3004692,00	ED vestiaires entreprises extérieures Réseau public d'assainisseme nt	Réseau public d'assainis sment	Bac à graisse pour les eaux issues du restaurant	Station d'épuration collective Emeraude au Grand Quevilly	Convention de déversement

### 3.3 LIMITATION DES REJETS

#### 3.3.1 Caractéristiques des rejets externes

Les effluents doivent respecter les caractéristiques suivantes :

- pH : compris entre 5,5 et 8,5 (ou 9,5 s'il y a neutralisation alcaline),
- la température des effluents rejetés doit être inférieure à 30 °C.

Pour les effluents aqueux et sauf dispositions contraires, les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures.

Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), sauf disposition contraire, 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle.

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.

Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.

Les valeurs limites d'émissions prescrites permettent le respect, dans le milieu hors zone de mélange, des normes de qualité environnementales définies par l'arrêté du 20 avril 2005 susvisé complété par l'arrêté du 25 janvier 2010 susvisé.

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies.

Référence du rejet vers le milieu récepteur : Rejet N ° 4

Paramètre	Concentration maximale moyennée sur 24 heures (mg/l)
Hydrocarbures (C10-C40, hydrocarbures aromatiques monocycliques)	5
Matière en suspension	30
DCO	90
DBO <sub>5</sub>	25
Indice phénol	0,3
AOX	1
Azote global	15
Phosphore	2

Référence du rejet vers le milieu récepteur : Rejets N ° 1, 2 , 3 , 5, 6, 12

Paramètre	Concentration maximale instantanée de l'échantillon (mg/l)
Hydrocarbures	< 5
Matière en suspension	< 100
DCO	< 125

#### 3.3.2 Valeurs limites d'émission des eaux domestiques

Les eaux domestiques doivent être évacuées conformément aux règlements en vigueur et respecter avant rejet les valeurs limites de déversement en concentration ci-dessous définies :

Référence du rejet vers le réseau de collecte publique : Rejets N° 7, 8, 9, 10, 11, 13

Paramètre	Concentration maximale instantanée de l'échantillon (mg/l)
DBO <sub>5</sub>	800
Matière en suspension	600
DCO	2 000



### 3.4 SURVEILLANCE DES REJETS

#### 3.4.1 Contrôle des rejets

Les dispositions minimum suivantes doivent être mises en œuvre :

Rejet N° 4 :

Paramètre	Fréquence	Méthodes d'analyses	Fréquence des mesures comparatives selon les méthodes de référence
pH	En continu	NF T 90 008	-
T	En continu	-	-
Hydrocarbures (C10 à C40)	A chaque batch	NF EN ISO 9377-2	-
DCO	A chaque batch	NF T 90 101	-
DBO <sub>5</sub>	Semestrielle	NF EN 1899-1	-
MES	Semestrielle	NF EN 872	-
Indice phénols	Semestrielle	NF T 90 109	-
AOx	Semestrielle	ISO 9562	-
Azote	Annuelle	NF EN 25 663	-
Phosphore	Annuelle	NF EN ISO 11 885	-

Rejets N° 1, 2, 3, 5, 6 :

Paramètre	Fréquence	Méthodes d'analyses	Fréquence des mesures comparatives
Hydrocarbures	Annuelle	NF EN ISO 9377-2	-
DCO	Annuelle	NF T 90 101	-
MES	Annuelle	NF EN 872	-

Rejet N° 12 :

Paramètre	Fréquence	Méthodes d'analyses	Fréquence des mesures comparatives
DCO	Annuelle	NF T 90 101	-
MES	Annuelle	NF EN 872	-

## 4. PROTECTION DU CADRE DE VIE

### 4.1 LIMITATION DES NIVEAUX DE BRUIT

Les zones à émergence réglementée sont définies par le plan en annexe publiable n°2 du présent arrêté.

#### 4.1.1 Niveaux limites de bruit en limites d'Exploitation

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

	Période de jour : de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	Période de nuit : de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible	65 dB(A)	55 dB(A)

Les points de mesure figurent sur le plan définissant les zones à émergence réglementée.

### 4.2 MESURES PÉRIODIQUES DES NIVEAUX SONORES

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée tous les 4 ans.

### 4.3 DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES

#### 4.3.1 Valeurs Limites d'émergence

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

#### 4.3.2 Vibrations

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

## 5. PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

### 5.1 INFRASTRUCTURES ET INSTALLATIONS

#### 5.1.1 Accès et circulation dans l'établissement

L'exploitant fixe les règles de circulation et de stationnement, applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie et de secours puissent évoluer sans difficulté.

L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie.

Au moins deux accès de secours, éloignés l'un de l'autre et le plus judicieusement placés pour éviter d'être exposés aux effets d'un phénomène dangereux, sont en permanence maintenus accessibles de l'extérieur du site pour les moyens d'intervention.

##### 5.1.1.1 Gardiennage et contrôle des accès

Aucune personne étrangère à l'établissement ne doit avoir libre accès aux installations.

L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement.

Un gardiennage est assuré en permanence.

##### 5.1.1.2 Caractéristiques minimales des voies

Les voies auront les caractéristiques minimales suivantes :

- largeur de la bande de roulement : 3,50 m
- rayon intérieur de giration : 11 m
- hauteur libre : 3,50 m
- résistance à la charge : 13 tonnes par essieu.

#### 5.1.2 Installations électriques – mise à la terre

Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.

La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle des installations de protection contre la foudre.

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

A proximité d'au moins la moitié des issues est installé un interrupteur central, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique pour chaque cellule. Les transformateurs de courant électrique, lorsqu'ils sont accolés ou à l'intérieur du dépôt, sont situés dans des locaux clos largement ventilés et isolés du dépôt par un mur et des portes coupe-feu, munies d'un ferme-porte. Ce mur et ces portes sont respectivement de propriété REI 120 et EI 120.

Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé.

Si l'éclairage met en œuvre des lampes à vapeur de sodium ou de mercure, l'exploitant prend toute disposition pour qu'en cas d'éclatement de l'ampoule, tous les éléments soient confinés dans l'appareil.

Les appareils d'éclairage électrique ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation ou sont protégés contre les chocs.

Ils sont en toute circonstance éloignés des matières entreposées pour éviter leur échauffement.

##### 5.1.2.1 Zones susceptibles d'être à l'origine d'une explosion

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980, portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion, sont applicables à l'ensemble des zones de risque d'atmosphère explosive de l'établissement. Le plan des zones à risques d'explosion est porté à la connaissance de l'organisme chargé de la vérification des installations électriques.

Les masses métalliques contenant et / ou véhiculant des produits inflammables et explosibles susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mises à la terre et reliées par des liaisons équipotentiellles.

#### 5.1.3 Protection contre la foudre

Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'évènements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010.

#### 5.1.4 CHAUFFERIE

La ligne d'alimentation en gaz naturel doit être équipée de deux vannes pneumatiques disposées en série. Ces vannes doivent permettre d'isoler la ligne de l'installation de combustion. La fermeture de chacune des vannes doit être asservie à chacun des seuils de sécurité définis par l'exploitant sur :

- le détecteur de gaz installé à proximité immédiate sur chacun des brûleurs des 3 chaudières .
- le pressostat équipant la ligne de gaz naturel.
- les 2 explosimètres disposés dans les locaux de la chaufferie.

Ces vannes doivent également pouvoir être manœuvrées localement afin d'isoler la ligne de gaz de la chaufferie.

L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur. Ceux-ci sont au minimum constitués :

- des extincteurs portatifs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant un risque spécifique, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Leur nombre est déterminé à raison de deux extincteurs de classe 55 B au moins par appareil de combustion avec un maximum exigible de six. Ces moyens peuvent être réduits de moitié en cas d'utilisation d'un combustible gazeux seulement. Ils sont accompagnés d'une mention "Ne pas utiliser sur flamme gaz". Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits manipulés ou stockés.

Ces moyens peuvent être complétés en fonction des dangers présentés et de la ressource en eau disponible par :

- un ou plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux, etc.) publics ou privés dont un, implanté à 200 mètres au plus du risque, ou une réserve d'eau suffisante permettant d'alimenter, avec un débit et une pression suffisants, indépendants de ceux des appareils d'incendie, des robinets d'incendie armés ou tous autres matériels fixes ou mobiles propres au site.

Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

### **5.2 GESTION DES OPÉRATIONS PORTANT SUR DES SUBSTANCES POUVANT PRÉSENTER DES DANGERS**

#### 5.2.1 Consignes d'exploitation destinées à prévenir les accidents

Les opérations comportant des manipulations susceptibles de créer des risques, en raison de leur nature ou de leur proximité avec des installations dangereuses et la conduite des installations, dont le dysfonctionnement aurait par leur développement des conséquences dommageables pour le voisinage et l'environnement (phases de démarrage et d'arrêt, fonctionnement normal, entretien, etc.) doivent faire l'objet de procédures et instructions d'exploitation écrites et contrôlées.

Ces consignes doivent notamment indiquer :

- l'interdiction de fumer ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque à proximité du dépôt ;
- l'obligation d'une « Autorisation de travail » ou d'un « Permis de feu » ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, ventilation, climatisation, chauffage, fermeture des portes coupe-feu, obturation des écoulements d'égouts notamment) ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;



- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours.

#### 5.2.2 Interdiction de feux

Il est interdit d'apporter du feu ou une source d'ignition sous une forme quelconque dans les zones de dangers présentant des risques d'incendie ou d'explosion sauf pour les interventions ayant fait l'objet d'un permis d'intervention spécifique.

#### 5.2.3 Formation du personnel

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

#### 5.2.4 Travaux d'entretien et de maintenance

Tous les travaux d'extension, modification ou maintenance dans les installations ou à proximité des zones à risque inflammable, explosible et toxique sont réalisés sur la base d'un dossier préétabli définissant notamment leur nature, les risques présentés, les conditions de leur intégration au sein des installations ou unités en exploitation et les dispositions de conduite et de surveillance à adopter.

Les travaux font l'objet d'un permis délivré par une personne dûment habilitée et nommément désignée.

##### **5.2.4.1 Autorisation de travail ou permis de feu**

Les travaux conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude par exemple) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant une consigne particulière

Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière doivent être signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure.

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations doit être effectuée par l'exploitant ou son représentant ou le représentant de l'éventuelle entreprise extérieure.

### **5.3 DISPOSITIFS ET MESURES DE PRÉVENTION DES ACCIDENTS**

#### 5.3.1 Localisation des risques

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de substances ou mélanges dangereux stockés ou utilisés ou d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.

Ces zones sont reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

#### 5.3.2 Dispositions générales

L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement. Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.

L'exploitant désigne une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Il est interdit d'apporter du feu ou une source d'ignition sous une forme quelconque dans les zones de dangers présentant des risques d'incendie ou d'explosion sauf pour les interventions ayant fait l'objet d'un permis d'intervention spécifique.

### 5.3.3 Utilités

L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou alimentent les équipements importants concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations. L'exploitant met en place le dispositif adapté pour être informé d'une rupture ou indisponibilité d'utilité. Dans ces situations, l'exploitant met en œuvre des dispositions matérielles et ou organisationnelles à caractère temporaire, préalablement testées et opérationnelles, pour maintenir les installations dans leur domaine de sécurité.

Les équipements et paramètres importants pour la sécurité doivent pouvoir être maintenus en service ou mis en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation électrique principale.

Les réseaux électriques alimentant ces équipements importants pour la sécurité sont indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la destruction simultanée de l'ensemble des réseaux d'alimentation.

### 5.3.4 Vérification périodique et maintenance des équipements

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche, etc.) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.

Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.

## 6. PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS

### 6.1 PRODUCTION DE DÉCHETS TRI, RECYCLAGE ET VALORISATION

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivants :

Type de déchets	Codes des déchets	Nature des déchets
Déchets non dangereux	15 01 01	Papiers & carton
	15 01 02	Emballage en plastique
	15 01 06 / 20 01 99	Emballages en mélange
	17 04 07	Métaux en mélange
	20 01 25	Huiles et matières grasses alimentaires
	20 01 38	Bois
	20 01 39	Housses, films étirables et autres plastiques
	17 06 04	Matériaux d'isolation
Déchets dangereux	15 01 10 *	Emballages métalliques ou en verre
	15 01 10 *	Emballages contenant des résidus de substances dangereuses
	-	Graisse issues de la décantation du bac à graisse du restaurant d'entreprise
	16 07 08 *	Huile décantée non recyclable
	13 05 07 *	Eaux souillées d'hydrocarbures
	13 05 02 *	Boues d'hydrocarbures décantés (wagon)
	16 03 05 *	Pots de peintures
	08 01 13 *	Boues provenant des peintures ou vernis contenant des solvants organiques
	08 04 11 *	Suie
	12 01 07 *	Huiles d'usinage à base minérale sans halogène
	12 01 12 *	Graisses
	16 07 08 *	Autres huiles hydrauliques
	13 07 01 *	Fioul et gazole
	14 06 03 *	Cartouches d'encre du conditionnement
	13 02 05 *	Huiles de lubrification non chlorées à base minérale
	14 06 03 *	Autres solvants et mélange de solvants
	06 01 14 *	Antigel
	07 01 04 *	Solvants usagés du laboratoire
	20 01 21 *	Néon
	20 01 33 *	Piles et accumulateurs non triés
	17 06 03 *	Laine de verre souillée
	15 02 02 *	Emballages et matériaux souillés (matériaux filtrants)
	16 01 07 *	Filtres à huiles
	20 01 35 *	Équipements électriques et électroniques contenant des composants dangereux

## 7. DISPOSITIONS FINALES

### 7.1 CADUCITÉ

L'arrêté d'autorisation environnementale cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de trois ans à compter du jour de la notification de l'autorisation, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai et sans préjudice des dispositions des articles R. 211-117 et R. 214-97.

Le délai mentionné ci-dessus est suspendu jusqu'à la notification au bénéficiaire de l'autorisation environnementale :

- 1° D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre l'arrêté d'autorisation environnementale ou ses arrêtés complémentaires ;
- 2° D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre le permis de construire du projet ou la décision de non-opposition à déclaration préalable ;
- 3° D'une décision devenue irrévocable en cas de recours devant un tribunal de l'ordre judiciaire, en application de l'article L. 480-13 du Code de l'urbanisme, contre le permis de construire du projet.

### 7.2 DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Rouen.

- 1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :
  - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
  - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

### 7.3 PUBLICITÉ

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du Code de l'environnement :

- 1° Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale est déposée à la mairie de Rouen et à la mairie de Petit-Quevilly du projet et peut y être consultée ;
- 2° Un extrait de ces arrêtés est affiché à la mairie de Rouen et à la mairie de Petit-Quevilly du projet pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- 3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R. 181-38 ;
- 4° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime pendant une durée minimale de deux mois.



#### **7.4 EXÉCUTION**

La Secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime, le Directeur départemental des territoires de la Seine-Maritime, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le Directeur de l'Agence régionale de santé et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux Maires de Rouen et de Petit-Quevilly et à la société TOTALENERGIES LUBRIFIANTS.

Fait à ROUEN, le **26 OCT. 2022**

Pour le préfet de la Seine-Maritime  
et par délégation,

**Le Secrétaire Général Adjoint,**



**Aurélien DIOUF**